

20 avril 2020

(20-3073)

Page: 1/1

Original: anglais

**ÉTATS-UNIS – MESURES COMPENSATOIRES VISANT LE PAPIER
SUPERCALANDRÉ EN PROVENANCE DU CANADA**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE CANADA

La communication ci-après, datée du 16 avril 2020, a été reçue de la délégation du Canada qui a demandé qu'elle soit distribuée à l'Organe de règlement des différends (ORD).

L'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté les recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Papier supercalandré* (DS505) le 5 mars 2020. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (Mémoire d'accord), les États-Unis doivent informer l'ORD de leurs intentions au sujet de la mise en œuvre de ces recommandations. Le Canada croit comprendre que les États-Unis ne l'ont pas fait.

Le Canada suppose que les délais pertinents au titre de l'article 22 du Mémoire d'accord s'agissant du présent différend seront interprétés en tenant compte de la suspension actuelle de toutes les réunions de l'OMC, y compris les réunions de l'ORD, jusqu'à la fin d'avril 2020 et peut-être au-delà. Même si le Mémoire d'accord prévoit que l'ORD se réunira aussi souvent qu'il sera nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions dans les délais prévus par le Mémoire d'accord, le Canada croit savoir que l'ORD n'a à l'heure actuelle aucun moyen de le faire.

Compte tenu des circonstances, le Canada vous informe qu'en ce qui concerne l'affaire *États-Unis – Papier supercalandré*, il a l'intention de demander à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard des États-Unis, l'application de concessions au titre de l'article 22 du Mémoire d'accord à la prochaine réunion que l'ORD tiendra lorsqu'il sera mis fin à la suspension actuelle de ses réunions.

Le Canada a déjà fait part de ses intentions aux États-Unis de façon à leur ménager une possibilité de présenter des observations sur la façon de procéder proposée avant 12 heures (HAEC) le 17 avril 2020. En outre, le Canada a indiqué qu'il restait à la disposition des États-Unis pour discuter d'une solution mutuellement convenue au sujet du présent différend.

Le Canada demande que la présente communication soit distribuée à tous les Membres de l'ORD.
